

## LE PROGRAMME D'EXAMEN DE LA DETTE AGRICOLE

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'adresse ma question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Pourrait-il nous dire si le Programme d'examen de la dette agricole dont il a saisi la Chambre ne prévoit pas de moyen de dissuasion efficace parcequ'il faut désigner les 20 p. 100 environ d'agriculteurs qui doivent quitter l'agriculture, d'après la décision du gouvernement.

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je suis stupéfait qu'on continue de me poser des questions de ce genre. Par le passé, le gouvernement précédent, aidé par le Nouveau parti démocratique...

**M. de Jong:** Mais vous deviez faire mieux.

**M. Wise:** ... n'a absolument rien fait pour l'agriculture canadienne. À cause de l'incurie de ce gouvernement, les taux d'intérêt sont passés d'environ 10 p. 100 à 24 p. 100. Il a augmenté les frais de production de plus de 2 milliards de dollars. Il s'est reposé sur ses lauriers avec l'appui du NPD et n'a absolument rien fait.

**M. Althouse:** Quel appui du NPD? Vous avez appuyé la Loi sur les banques. Nous étions les seuls à nous y opposer.

\* \* \*

## LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

## LA FIN DE L'OCCUPATION D'UN ÉDIFICE PAR DES TRAVAILLEURS

**M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Le ministre a déclaré hier qu'il prenait des initiatives qui, espérait-il, permettraient de mettre fin à l'occupation des bureaux des charbonnages exploités par la Société de développement du Cap-Breton. Peut-il nous dire si ses efforts ont été couronnés de succès?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je suis heureux d'annoncer à tous les députés que l'occupation a pris fin. On est en train de prendre des dispositions pour que les représentants des mineurs, de la direction et du conseil d'administration rencontrent les hauts fonctionnaires de mon ministère. Je tiens à remercier le député, le premier ministre Buchanan de la Nouvelle-Écosse et les autres députés, de l'intérêt qu'ils ont manifesté à l'égard de cette question très importante.

\* \* \*

[Français]

## LES CHEMINS DE FER

## LA PERTE POSSIBLE D'EMPLOIS AUX ATELIERS DU CN À MONCTON

**M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

[Traduction]

Hier le ministre m'a accusé de fausser les chiffres quand j'ai dit que 600 emplois avaient été perdus aux ateliers de Moncton. Le ministre nie-t-il que 225 emplois ont été perdus l'automne dernier et que 437 autres le seront à la suite de cette vente? Quel est le total de ces chiffres? Il peut se servir d'un crayon.

**L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je me demande ce que cela a à faire avec la récente déclaration du CN. Je m'en tiens au communiqué du CN. M. Lawless, président du CN, a déclaré que quand le CN se sera entendu avec la Canadian General Electric, tous les 1022 employés des ateliers seront recyclés ou pourront profiter des régimes de pension existants. Je m'en tiens à cela.

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Cela signifie que des emplois disparaissent.

[Français]

**M. Robichaud:** Monsieur le Président, la réponse à ma première question, c'est 662.

[Traduction]

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent):** Monsieur le Président, quand le ministre prendra-t-il son rôle au sérieux et protégera les emplois des Canadiens dans la région de l'Atlantique? Nous dit-il qu'à titre de ministre chargé de l'Expansion régionale et des Transports, il s'en lave les mains et permettra au CN d'agir à sa guise?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, contrairement au député qui ne veut évidemment pas qu'une usine pour la construction de locomotives s'installe à Moncton...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mazankowski:** ... nous prenons des mesures positives pour assurer l'avenir des travailleurs à Moncton...

**M. Dingwall:** Assoyez-vous donc.

**M. Mazankowski:** ... et de fait dans toute la région de Moncton.

**Des voix:** Bravo!

## LA PROTECTION DES DROITS DES EMPLOYÉS

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Nous espérons que le projet d'aménagement d'une usine de fabrication de locomotives à Moncton aboutira.